



Affiché le

01 DEC. 2025

ARRETE MUNICIPAL n°106/2025

**Interdiction temporaire de circuler du lundi 5 janvier 2026 au vendredi 9 janvier 2026
Route du Pont des Champs Neufs**

Le Maire de la Commune de Frossay, (Loire-Atlantique),

VU Le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.113-2 du Code de la Voirie Routière,

VU Le code de la Route,

VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, complété par l'arrêté du 8 avril 2022,

Considérant la demande de travaux portant sur le remplacement de lames dégradées et le resserrage ou le remplacement des boulons de fixation des lames du pont des Champs Neufs, de la société CMBOIS 44 située 1 La Caillaudière - 44330 VALLET, en date du 27 novembre 2025,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation dans un but de sécurité publique,

A R R E T E

Article 1 : Du lundi 5 janvier 2026 au vendredi 9 janvier 2026 inclus de 8H30 à 16H30, la circulation sera interdite sur la route du Pont des Champs Neufs, à l'intersection du CR82 jusqu'à la l'intersection de la Route des Masses et de la VC27 menant à la limite territoriale du Pellerin.

La voie concernée par cet arrêté est identifiée sur le plan annexé.

Article 2 : Une déviation est prévue vers la Route de l'Ile en direction de Vue.

Article 3 : La présente mesure sera matérialisée par la signalisation d'usage sur la voie susmentionnée. Les panneaux de déviation seront fournis et mis en place par CMBOIS44.

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera transmis à la Commune du Pellerin, à la Gendarmerie, à la Police Municipale et au demandeur.

Le 28 novembre 2025



Le Maire,

Sylvain SCHERER

Le présent arrêté pourra être contesté dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication :

- par un recours gracieux, à adresser à l'attention de M. le Maire ;
- par un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes ;
- par la saisine de Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique en application de l'article L.2131-8 du Code général des collectivités territoriales.

ANNEXE

